

Raphaël Ndiaye, Coordonnateur national des ONG

«Les ONG pèseront sur les travaux de Dakar»

Suite de la page 1

Quels genres d'obstacles les Ong ont-elles rencontrées ces dernières années auprès des Etats, institutions et organismes pour la réalisation de l'éducation pour tous ?

R. Nd : Nous avons rencontré beaucoup de problèmes alors que nous n'exigions que la question de la légitimité des Ong. De son côté, la société civile se battait également pour sa reconnaissance par les pouvoirs publics. Elle réclamait le titre de partenaire dans la conception et l'élaboration de certaines décisions régissant le secteur de l'éducation.

Notre bras de fer fut long et difficile selon les pays. Mais ce qu'il faut désormais retenir dans tout cela, c'est que nous avons exigé et obtenu la pluralité. Ainsi, personne ne peut plus aujourd'hui, parler seul au nom de tous.

Parmi les six régions délimitées par le Forum, laquelle a été plus efficace pendant ces années d'efforts en vue de l'éducation pour tous ?

R. Nd : Il faut rappeler d'abord que les six régions sont les suivantes : l'Afrique subsaharienne, l'Afrique du nord et les pays arabes, l'Asie et le Pacifique, l'Amérique du nord et l'Europe, l'Amérique latine et les Caraïbes, enfin les neuf pays les plus peuplés qui sont situés à la fois en Afrique, en Asie et en Amérique du Nord.

Au regard de cette classification, il faut reconnaître qu'il est difficile de répondre avec précision à votre question. Tout simplement parce que je ne suis impliqué que sous le volet Ong, je n'ai donc pas une vue d'ensemble de ce qui a été fait ici et ailleurs et par tous les acteurs à la fois. Le suivi attentif de ce forum de Dakar auquel tout le monde est convié permettra naturellement de répondre à ce type d'interrogation.

En ce qui concerne spécifiquement les Ong, il est d'ores et déjà, certain que dans les pays arabes par exemple, les Ong sont moins développées que dans ceux d'Afrique sud saharienne. Les Ong sont également plus développées au Sénégal que dans d'autres pays africains. Il existe aussi des Ong internationales qui, bien que basées en Europe, ont de très grosses activités dans les pays du tiers-monde.

Du point de vue des Ong, quel contenu faudrait-il donner exactement au nouveau cadre d'action en finalisation au Sénégal, pour qu'on puisse considérer demain, le Forum de Dakar comme une véritable réussite ?

R. Nd : Nous appelons prioritairement à une réelle conjugaison des efforts de toutes les bonnes volontés. Ceci pourra jouer un rôle capital dans l'avènement de l'éducation pour tous. La capitalisation et l'harmonisation des efforts sont indispensables pour un franc succès dans le secteur de l'éducation.

La synthèse des cadres d'action des six régions pourrait déceler des lacunes qui seront soumises à la discussion en vue de leur trouver des solutions urgentes.

Le projet de cadre d'action mondial doit être enrichi, même s'il existe des acquis. Par exemple, le cadre d'action de Jomtien (1990) avait été bien réfléchi et demeure encore valable. Mais, il faut tenir compte de l'évolution de la situation, des exigences et des errements du passé.

La rencontre de Jomtien n'avait pas intégré par exemple, le volet des nouvelles technologies de l'information et de la communication et le syndrome du Sida qui est devenu une menace virtuelle pour le système éducatif africain. Ainsi, la déclaration de l'Afrique subsaharienne accorde t-elle de l'importance à la pandémie du VIH/Sida.

Les Ong africaines ont voulu laisser une empreinte indélébile au Forum de Dakar. Pourquoi ont-elles autant tenu par exemple, à ce débat sur la renaissance africaine, en marge du Forum ?

R. Nd : Avant, pendant et après les indépendances, nous constatons qu'il existe toujours une volonté manifeste des africains d'affirmer leur dignité. Partie intégrante de l'humanité, nous africains, exigeons d'être pleinement associés aux grandes décisions qui régissent le monde. Mais avec la panne des idéologies, cette approche a été tue ou mise entre parenthèses.

Il est apparu aujourd'hui nécessaire de réaffirmer que l'Afrique, même si elle a une part marginale dans le commerce mondial avec 2 pour cent à peine du trafic, veut être une partie incontournable de l'humanité. Les sud africains qui ont connu l'apartheid qui leur a dénié toute dignité, sont les porte-flambeaux du concept de la renaissance.

Pendant le forum, nous voulons mettre en exergue ce concept pour surtout signifier à nos partenaires, que le moment est venu d'universaliser l'éducation.

Il s'y ajoute que l'éducation est le processus par lequel l'homme peut fructifier ses potentialités. On ne peut des lors envisager la renaissance de l'Afrique que par le biais de l'éducation.

Concrètement, quelle approche les Ong ont-elles de cette renaissance de l'Afrique ?

R. Nd : Notre situation actuelle, nos problèmes, nos ambitions, les perspectives d'avenir du continent sont au menu d'une table-ronde. Compte tenu de la charge historique de la renaissance, une manifestation était déjà retenue, de longue date, précisément sur l'île de Gorée, lieu symbolique, point de départ d'une bonne partie de la diaspora noire, à quelques 5km au large de Dakar.

La deuxième approche a consisté à l'organisation d'un spectacle « sons et lumières » pendant laquelle le principal rôle est dévolu aux enfants. Le thème est « mille bras tendus vers l'avenir ». Il est réservé à été réservé à un millier d'enfants de toutes les catégories sociales pour magnifier la diversité raciale et culturelle qui sont autant d'atouts pour l'Afrique. Il est prévu, dans la nuit de ce mardi 25 avril, sur la Baie de Soumebidoune. Ce spectacle est co-organisé par Enda-Tiers Monde et le conseil des organisations non gouvernementales. ●

▲ PLUS DE 300 PARTICIPANTS, membres D'UNE SOIXANTAINES D'ORGANISATIONS non gouvernementales (Ong), prennent part les lundi 24 et mardi 25 avril à Dakar, à une consultation internationale en vue de participer au forum mondial sur l'éducation, prévu du 26 au 28 avril dans la capitale sénégalaise à l'hôtel Méridien Président. Leurs travaux ont démarré le lundi 24 avril, au Centre africain d'études supérieures en gestion (Cesag), situé au centre de la ville.

▲ LE MARDI 25 AVRIL : Les participants font une synthèse de leurs discussions, proposent des amendements au cadre d'action qui sera en finalisation pendant le Forum

Les ONG au cœur de l'événement

Programme et attractions

de Dakar et dégageront les pistes de partenariat avec les Ong. Ils présenteront ensuite un projet de déclaration des Ong avant la clôture de leurs travaux à la mi-journée.

▲ UN SPECTACLE «SONS ETLUMIÈRES» qui sera donné par 4.000 enfants est prévu dans la même soirée du mardi 25 avril, sur la baie de Soumebidoune (marché aux poissons de la corniche ouest), non loin de l'ancien Musée Dynamique de Dakar qui abrite aujourd'hui le siège de la Cour de Cassation. ●

Notre Hôte

Nom officiel : République du Sénégal.
Capitale : Dakar
Monnaie : Le Franc C.F.A.
1 Franc Français = 100 Francs C.F.A.
1 Euro = 656 Francs C.F.A.
Langue officielle : Le Français.
Religion dominante : L'Islam.
Fête nationale : Le 4 Avril.
Superficie : 196 722 Km2.

Le pays est bordé à l'ouest par 700 kms de côtes sur l'Océan Atlantique. Les états limitrophes du nord au sud sont : la Mauritanie, le Mali, la Guinée, la Guinée Bissau. Enclavée dans la partie sud, la Gambie a une ouverture sur l'océan.

Le Sénégal est aligné sur l'heure du méridien de Greenwich (GMT).

Le pays est divisé en 10 régions administratives regroupant 30 départements depuis le 24 mars 1984 : Dakar, Diourbel, Fatick, Kaolack, Kolda, Louga, Saint Louis, Tambacounda, Thiès et Ziguinchor.

Population : 8 786 765 habitants ; densité : 44,6 habitants au km2 ; taux d'accroissement démographique : 2,8% par an. Alphabétisation : 38,3% de la population adulte (1990).

Espérance de vie (1991) : 56 ans pour les hommes, 54 ans pour les femmes.

Mortalité infantile (1991) : 8,6 %.

Langues : le Wolof (parlé par 80% de la population), le Sérère, le Pulaar, le Diola, le Mandingue et le Socé.

Religions : musulmane (90%), chrétienne (5%), animiste (5%).

La République du Sénégal est une démocratie multipartite dont le Premier Ministre est chef du gouvernement. Ses principales ressources sont la pêche, le tourisme, l'arachide et les phosphates.

Le nouveau Président de la République Me Abdoulaye Wade élu le 19 mars dernier est né le 29 mai 1926 à Kébémér, marié et père de deux enfants.

Il a fait ses études supérieures dans les universités de Besançon, de Dijon puis de Grenoble (France), où il obtient son doctorat en droit et en sciences économiques. Il devient professeur agrégé des facultés de droit et de sciences économiques. Il fut même un temps le doyen de la faculté de droit de Dakar. En tant qu'expert et consultant, il apportera sa contribution pour le compte de l'O.U.A (Organisation de l'Unité Africaine), ainsi que de la B.A.D (Banque Africaine de Développement). Il est membre de l'Académie internationale de droit comparé. (Source Sénégal oneline). ●

10 Questions à ...

Svein Osttveit

Secrétaire Exécutif du forum mondial sur l'éducation

«Les gouvernements ne peuvent et ne doivent pas tout faire»

FORUM DE L'EDUCATION : Comment est née, il y a dix ans, l'idée du forum mondial sur l'éducation, et quels en étaient les précurseurs ?

SVEIN OSTTVEIT : Nous étions dans une situation où, partout dans nombre de régions, les progrès accomplis dans l'apport et l'extension de l'éducation de base étaient très lents. On sentait que les mécanismes de coopération existants ne suffisaient pas pour s'attaquer à cette situation critique. Il y avait un besoin urgent de faire des efforts concertés, réunissant tous les partenaires concernés. A la suite de la conférence de Jomtien, c'est l'UNESCO, l'UNICEF, la Banque mondiale et le PNUD, le FNUApest arrivés par la suite qui ont alors décidé d'organiser le Forum sur l'éducation pour tous, en vue de faciliter et d'accélérer le processus par un suivi, un plaidoyer et une coopération meilleurs.

F E - Pourquoi a-t-on préféré l'idée d'un forum réunissant sous un même toit, tous les acteurs et partenaires de l'éducation, aux conférences intergouvernementales traditionnelles ?

S O - Parce qu'il a été reconnu que les gouvernements ne peuvent et ne doivent pas le faire tout seuls. Il est essentiel, en particulier après la "vision élargie" de l'éducation de base présentée à Jomtien, dans laquelle l'éducation pour tous comprend beaucoup plus que la scolarité de type classique, que la société civile, les médias, les collectivités locales et autres acteurs prennent une part active à ce forum.

F E - Quelles ont été les grandes étapes franchies depuis Jomtien par cette idée générale de l'éducation pour tous en l'an 2000 ?

S O - Les premières années ont vu tout d'abord une consolidation du partenariat. Peu à peu, aux cinq organismes qui ont convoqué la conférence, s'est ajoutée une représentation plus active et plus complète de plusieurs autres partenaires de l'éducation pour tous, parmi lesquels des spécialistes de l'éducation issus de la région. Les dernières années ont vu les donateurs bilatéraux et les ONG jouer un rôle beaucoup plus important. L'évaluation de l'éducation pour tous en l'an 2000 a contribué davantage à mobiliser des partenaires, mais aussi à renforcer considérablement la base d'acquisition de données et d'informations pour tous les indicateurs de l'éducation de base, et à renforcer les capacités nationales en matière de suivi et de prise de décision.

F E - En quoi les réalisations faites à ce jour n'auraient-elles pu être atteintes si l'on n'y avait eu de forum de discussion ?

S O - L'appui international aurait été beaucoup plus fragmenté, de même que la base de données sur les questions de l'éducation de base aurait été beaucoup plus faible. Il est également clair que moins de coordination entre les principaux partenaires et un plaidoyer plus faible se seraient traduits par une expansion encore plus lente des chances d'éducation.

F E - Quels ont été, pendant ces dix dernières années, les plus gros obstacles rencontrés ?

S O - La pauvreté, l'absence de volonté politique, le VIH Sida, les conflits/guerres civiles, la croissance démographique. ●

La suite dans notre prochaine livraison

Calendrier du Forum

	MATIN	APRES-MIDI
Mercredi 26 avril	Cérémonie d'ouverture Discours de bienvenue	Séance plénière : «Améliorer la qualité et l'équité de l'éducation pour tous» Tables rondes parallèles
Judi 27 avril	Séance plénière : «Bien utiliser les ressources éducatives» Tables rondes parallèles	Séance plénière : «Travailler avec la société civile pour atteindre les objectifs sociaux grâce à l'éducation». Tables rondes parallèles
Vendredi 28 avril	Séance plénière «Promouvoir l'éducation à la démocratie et à la citoyenneté». Séance plénière : «Réaliser notre engagement commun d'Education pour tous»	Séance plénière : «Nouvel essor pour le millénaire : la nouvelle alliance pour l'Education pour tous». Approbation du Cadre d'action. Cérémonie de clôture.

Directeur de Publication
Michel Kibaniakina

Comité éditorial
PANA, IPS, EFA

Rédacteur en chef
Sidy GAYE

Rédacteur en chef adjoint
Felix NJOKU

ont collaboré à ce numéro
Dan ELWANA, (The East African)
Mildred Mulenga, Ali COULIBALY, Oumar DIENG, Bassirou SOW, Aliou SALL (PANA)
Jean O' Sullivan, Andreuw T-Bush, Peter Whitehead, Hilaire Mputu (EFA)

Traductrices
Carole Small Diop
Maimouna Diallo Kane

Impression
Imprimerie TANDIAN

Réalisation
BKM 824 60 44